

Le Bulletin Économique N° 1247-1248 Juillet-Août 2018

Les dossiers

www.eulerhermes.fr

CE DOCUMENT est un
extrait de notre Bulletin
économique N°1247-1248
(Juillet-Août 2018).

Pour recevoir ce numéro et
vous abonner à nos
publications, merci d'adresser
votre demande à :
research@eulerhermes.com

Le songe d'une nuit d'été

Les exportateurs français ont de l'avenir :
le pétrole, les États-Unis et le risque politique
en décideront-ils autrement ?

Études économiques



EULER HERMES

Our knowledge serving your success

* Notre savoir au service de votre réussite

A company of **Allianz** 

Sommaire

Direction des Études Économiques
d'Euler Hermes Group

Le Bulletin Économique n° 1247-1248

Les dossiers

Le bulletin Économique d'Euler Hermes Group est publié mensuellement par la Direction des Études Économiques d'Euler Hermes Group. Il est destiné aux clients d'Euler Hermes Group, mais est aussi disponible sur abonnement pour des entreprises ou organismes extérieurs. Reproduction autorisée sous réserve de mention de la source. Se renseigner auprès de la Direction des Études Économiques.

Directeur de la publication et Chef

Économiste: Ludovic Subran

Études macroéconomiques et risques

pays: Alexis Garatti (Responsable), Ana Boata, Stéphane Colliac, Georges Dib, Mahamoud Islam, Dan North, Manfred Stamer (Economistes pays)

Études sectorielles et défaillances

d'entreprises: Maxime Lemerle (Responsable), Catharina Hillenbrand-Saponar, Marc Livinec, Sergey Zuev (Conseillers sectoriels)

Support: Arthur Laroche, Jérémie Fortin, Dorra Sellami (Assistants de recherche)

Édition: Martine Benhadj

Conception graphique: Claire Mabilie

Photo crédit: Adobe Stock

Pour tous renseignements: Direction des Études Économiques 1, place des Saisons 92 048 Paris La Défense CEDEX – Tél.: +33 (0) 1 84 11 50 46 – Courriel: research@eulerhermes.com
> Euler Hermes Group – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 13 645 323,00 €, RCS Nanterre 552 040 594

Impression: Printcorp – Dépôt légal juillet-août 2018; issn 1 162 – 2 881 ■ *Achévé de rédiger le 5 juillet 2018*

- | | |
|---|---|
| <p>3 ÉDITORIAL</p> <p>4 BAROMÈTRE EXPORT D'EULER HERMES</p> <p>4 Croissance organique</p> <p>4 200 000 entreprises exportatrices en 2022 ? Pas si vite</p> <p>4 Le soleil se lève à l'Est</p> <p>5 L'impayé toujours au premier rang des obstacles à l'export</p> <p>5 Davantage de croissance, mais pas moins de risques</p> <p>5 Un monde sans pitié</p> <p>6 Les nouveaux débouchés se situent dans des zones risquées</p> <p>6 Le retour du site France</p> <p>6 Une France plus attractive</p> <p>6 Un monde moins attractif</p> <p>7 Un trésor dans votre maison</p> <p>7 Une expansion à l'export financée par la trésorerie</p> <p>7 Le manque de financement ? Moins un problème</p> | <p>8 L'ÉTÉ SERA CHAUD</p> <p>8 Pétrole : le prix de la géopolitique</p> <p>8 Le pétrole à tout prix ?</p> <p>9 <i>Essa moça ta diferente...</i></p> <p>9 Et après ?</p> <p>10 Les États-Unis : de l'été à l'orage ?</p> <p>10 Seuls, à plein régime</p> <p>10 L'inflation est de retour</p> <p>11 Au tour de la déréglementation financière</p> <p>12 Si tu ne viens pas à la politique, la politique ira à toi</p> <p>12 Le risque politique en sa définition</p> <p>12 Italie : <i>Bella ciao !</i></p> <p>13 Mexique et Brésil : à toi, à moi ?</p> <p>13 En Iran : retour vers le futur ?</p> <p>14 RETROUVEZ-NOUS SUR LE WEB</p> <p>15 MON ESPACE EH, VOTRE SITE DÉDIÉ</p> |
|---|---|



Ne piquez pas le Panda !

LUDOVIC SUBRAN

Les pandas sont connus pour être le symbole de la Chine et... l'animal le plus calme de la Terre, pour peu qu'une bonne dose de bambou soit à proximité.

Depuis les années 70, les cadeaux à base de pandas géants aux zoos ont fait partie intégrante de la diplomatie chinoise. 40 années plus tard, la diplomatie du panda n'est plus qu'un détail cocasse : le fond des choses, c'est que la Chine est devenue la 2^{ème} économie mondiale.

40 années plus tard également, il semblerait que le Président Trump ait décidé de lâcher les chevaux. Des promesses de campagne aux dernières annonces, la Chine est la cible numéro 1 des politiques de l'*America First*. Le monde entier regarde avec anxiété la défiance et la volatilité poindre à mesure que la menace du protectionnisme se précise. Est-ce que ce jeu perdant-perdant pourrait compromettre la success story chinoise ?

La Chine a changé, compliquant toute tentative d'enrayement de cette dynamique par d'autres. Sur les six dernières années, Xi Jinping et Li Keqiang ont mené à bien la transition de la Chine d'une économie tournée vers l'investissement et l'exportation à une autre organisée autour de la montée du consommateur et de la montée rapide de l'industrialisation et de la proportion des services dans l'économie.

La Chine continue de surprendre le monde en donnant le la tant au secteur public que privé afin de maintenir stabilité et croissance à long terme. Si nous devons pointer trois politiques majeures, nous mentionnerions : (i) une rapide libéralisation financière, combinée avec un désendettement axé sur des règles macroprudentielles ; (ii) la nouvelle route de la soie, qui va créer les bases d'un *leadership* de la Chine sur de nouvelles routes commerciales ; (iii) une politique indus-

trielle fascinante regroupée autour de ambition China 2025 dont les fleurons sont les GAFA chinois (BATX : Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Et cela se fait en parallèle de la disparition progressive des entreprises zombies qui s'étaient accumulées aux portes de la défaillance ces dernières années.

Les forces de la Chine ne la rendent pas moins vulnérable à une guerre commerciale totale, car la Chine n'est pas exempte de risques. La récente dépréciation du renminbi par rapport au dollar – soit dit en passant favorable à la compétitivité chinoise – porte le risque de couper la valve d'accès aux financements internationaux (cela n'avait-il pas été le cas après la dévaluation d'août 2015 ?). Surtout, le risque de crédit reste élevé en Chine. Les autorités ont besoin de temps pour faire dégonfler la bulle immobilière et améliorer tout ce qui pêche encore, dont la gouvernance, la régulation et le niveau de compétences financières de la population.

Des représailles de la Chine à l'encontre des États-Unis ne peuvent être écartées. « *Oeil pour oeil, dent pour dent* » dit la loi du Talion. Alors de deux choses l'une : entre allonger le temps de traitement en douanes ou mettre des bâtons dans les roues de ceux qui souhaitent rapatrier leurs profits faits en Chine dans leur pays d'origine, les outils à disposition de la Chine ne doivent pas être sous-estimés. Leur impact sur le commerce international, la croissance économique et la liquidité non plus.

C'est mignon un panda géant ? Calme, résilient, stoïque... ? Mais avez-vous vu le *Kung Fu Panda* de *Dreamworks* (une production américaine n'oublions pas) ? Alors ne le piquez pas trop.

BAROMÈTRE EXPORT D'EULER HERMES

STÉPHANE COLLIAC

Euler Hermes a interrogé près de 800 entreprises pour dresser un état des lieux du secteur exportateur français. Ce baromètre export, effectué tous les deux ans, montre un appétit de la part des entreprises françaises, elles qui sont 84% à penser faire croître leurs exportations (p. 4). Elles restent toutefois réalistes quant aux risques et aux freins qui peuvent perturber leur internationalisation, au premier rang desquels l'impayé (p. 5). L'investissement à l'étranger n'est pas exempt de risques et il semble même que l'exportation depuis le site France ait repris du poil de la bête (p. 6). Cerise sur le gâteau, les entreprises financent de plus en plus leur expansion internationale par le biais de leur trésorerie (p. 7).

Croissance organique

- 84% des entreprises prévoient de faire croître leurs exportations dans l'année qui vient, ce qui devrait permettre aux exportations françaises de soutenir une croissance de l'ordre de 20 Mds EUR par an d'ici à fin 2019.
- Toutefois, seules 39% des entreprises prévoient d'aller vers de nouveaux marchés. Elles étaient 50% à souhaiter le faire il y a deux ans.

200 000 entreprises exportatrices en 2022 ? Pas si vite

Les exportations françaises de biens ont progressé de près de 20 Mds EUR en 2017. En moyenne, ce rythme de croissance devrait être maintenu en 2018-19. Motrice de cette dynamique, la volonté de 84% des entreprises d'accroître leurs ventes à l'exportation. De quoi faire décoller le nombre d'exportateurs français des 125 000 où il végète depuis 3 ans et aller vers l'objectif d'un nombre d'exportateurs de 200 000 en 2022 ? Il faudrait pour cela que la croissance des exportations profite à de nouveaux entrants et ne soit pas le simple reflet d'un renforcement des positions acquises. Une telle diversification suppose aussi la pénétration de nouveaux marchés.

On le comprend aisément, cela signifie également que la France devra gagner des positions dans de nouveaux secteurs. S'agit-il de faire du neuf avec du vieux, c'est-à-dire de réindustrialiser la France ? D'une certaine façon oui, parce que l'industrie française peut profiter d'un écosystème plus agile au digital qu'ailleurs pour attirer les usines de demain. L'automobile en est une bonne preuve, secteur qui vit à la pointe du progrès technologique et qui continue dans le même temps à produire en France.

Mais loin de ces transformations encore incertaines, le court terme des exportations françaises

ne suggère pas de montée en régime brutale. Lorsqu'on leur demande si elles souhaitent aller exporter vers un nouveau pays, 39% seulement des entreprises prévoient d'ajouter une corde à leur arc dans l'année qui vient. C'est même moins que ce que ces mêmes entreprises indiquaient il y a deux ans (50%) : croissance organique davantage que croissance externe.

Le soleil se lève à l'Est

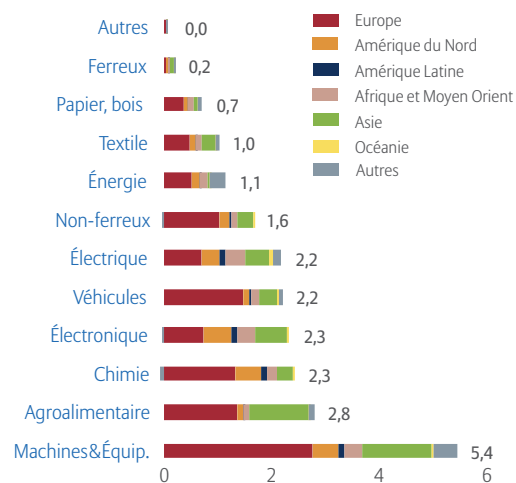
Point de lendemain ? Si, et en Chine encore, et peu importe si le pays va connaître sa croissance la plus faible depuis 1989 cette année (avec +6,6%). Ce paradoxe provient des transformations du modèle de croissance chinois, dont les importations changent de nature et profitent davantage à la France et à ses spécialisations sur l'aéronautique, le luxe et l'agroalimentaire. Mais ces nouveaux débouchés ne se réduisent pas à la Chine. L'Asie a représenté près de la moitié de la croissance de 20 Mds EUR des exportations de biens de la France en 2017. En 2018, ce seront encore +6 Mds EUR d'exportations additionnelles qui devraient s'orienter vers l'Asie. La Chine n'en représentera que le tiers.

Première raison, celle d'un paradoxe à la Pyrrhus : les pays asiatiques s'enrichissent et rattrapent le niveau de vie français. Ce faisant, l'offre française tombe comme par magie mieux en adéquation avec la demande des pays asiatiques.



© Adobe Stock #60441433

Graphique 1 France, exportations additionnelles de biens en 2018 : par secteur et continent
Mds EUR



Source : Euler Hermes

La Corée entre ainsi dans le Top 10 des principales croissances à l'exportation en 2018, pour les exportateurs français.

Deuxième raison, celle de l'intégration commerciale croissante. Les accords de libre-échange entre Union Européenne et Japon, ou avec le Vietnam, la tirent vers le haut. Surtout, la route de la soie se construit et raccourcit de plus en plus les temps de transport entre Europe et Asie, profitant aux exportateurs chinois, comme aux exportateurs français. Qu'on se le dise, cette route est à double-sens ! ■



+6 Mds EUR

Les exportations françaises de biens vers l'Asie devraient augmenter de +6 Mds EUR en 2018

L'impayé toujours au premier rang des obstacles à l'export

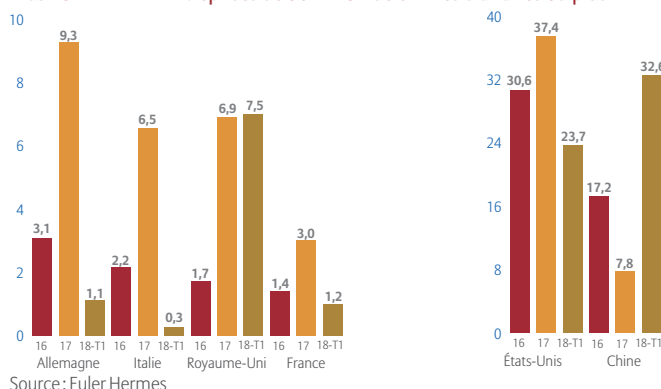
- Les entreprises françaises craignent l'impayé et le risque de change toujours autant qu'il y a deux ans, malgré des contextes économiques bien différents.
- Des délais de paiement plus longs et des défaillances de grandes entreprises plus nombreuses permettent de comprendre pourquoi.

Davantage de croissance, mais pas moins de risques

L'économie mondiale est marquée par des mouvements qui apparaissent comme des vérités implacables. Elle n'a toujours pas retrouvé la croissance quittée en 2010 (+4,1% en 2010), perdant plus d'un point par an par rapport à ce niveau entre 2011 et 2017 (2,8% de croissance en moyenne annuelle). Les dettes se sont accumulées afin de maintenir la croissance, soutenues par les politiques accommodantes des grandes banques centrales. Moins de croissance économique a également signifié moins de croissance des salaires, motivation première à la tentation protectionniste qui a repris de plus belle, malgré le retour de la croissance l'an dernier. Si les États-Unis ont fait la une de l'actualité, d'autres pays se sont joints au mouvement, comme l'Algérie qui a choisi cette solution face au ralentissement prolongé de sa croissance.

Il n'est donc pas anormal que les exportateurs français soient pris d'une certaine frilosité dans leurs choix d'internationalisation et privilégient des partenaires stables. En particulier, ceux qui travaillent à raccourcir les temps de transport et choisissent de s'ouvrir davantage: la Chine, le Canada ou le Japon.

Graphique 2 Grandes défaillances* par pays et par période: chiffres d'affaires cumulés Mds EUR
* Entreprises de 50 M EUR de chiffres d'affaires ou plus



Un monde sans pitié

La dette plus élevée a eu des conséquences. Certes, les défaillances d'entreprises ont largement diminué en nombres, en France (-7% par an en 2016, 2017 et probablement en 2018), mais également en Europe ou aux États-Unis. Mais l'endettement croissant s'est largement concentré dans les grandes entreprises, partout dans le monde et a entraîné une recrudescence des grandes défaillances, celles qui concernent les entreprises de plus de 50 M EUR de chiffres d'affaires.

En France, où les marges des entreprises restent bloquées à 31,9% au 1er trimestre 2018, cela ne surprendra personne. Mais même l'Allemagne et sa croissance ininterrompue depuis ►

9,3 Mds EUR

Chiffres d'affaires concernés par les grandes défaillances en Allemagne en 2017 : 3 fois le niveau de 2016 et 3 fois le niveau de 2017 pour la France

2010 n'échappe pas à la règle : 9,3 Mds EUR concernés par des grandes défaillances en 2017, trois fois plus qu'en 2016 et davantage que les 3 Mds EUR enregistrés en France en 2017. Pas de surprise donc si 58% des entreprises craignent toujours l'impayé à l'export en 2018, soit à peine moins que les 59% de 2016, dans un contexte économique bien différent. On ne leur

donnera pas tort puisque l'indice des défaillances à l'exportation pour les entreprises françaises devrait augmenter de +2% en 2018 (première hausse depuis 2013).

Les nouveaux débouchés se situent dans des zones risquées

Et cela ne s'arrête pas là. Le risque de change reste dans toutes les mémoires, avec 52% des entreprises qui le ressentent toujours comme majeur. Sachant qu'une bonne proportion de nos exportateurs souffrent peu de ce risque puisqu'ils opèrent en zone euro, cela signifie que la plupart des exportateurs qui sortent de la zone euro craignent ce risque. Les renversements de tendance récents dans l'évolution du dollar ont certainement contribué à ce ressenti. Toutefois, la diversification appelle à aller vers de nouveaux marchés où les exportateurs français devront vivre de façon croissante avec des risques de change, d'impayé et de longueur des délais de paiement. Comment ne pas remarquer que les délais de paiement pour le secteur des

machines et équipement sont de 126 jours en Chine, soit plus du double qu'en Allemagne ou aux États-Unis. La France bénéficie toujours du paradoxe de délais de paiement plus courts à l'export qu'en son sein, mais l'indice des délais de paiement à l'exportation a entamé sa progression, lui qui a augmenté d'une journée pour atteindre 63 jours en 2017.

Quant aux freins qui retardent l'internationalisation de nos entreprises, la distance et les coûts qui lui sont associés restent prédominants. Si la digitalisation peut raccourcir ces temps en partie, les barrières commerciales qui sont mises en œuvre ont plutôt tendance à les rallonger. L'idée d'un monde où les temps sont raccourcis et où les frontières s'estompent n'est pas encore d'actualité. ■

Le retour du site France

- 72% des entreprises font le choix de l'internationalisation à partir de la France en 2018, +8pp par rapport à 2016.
- Cette progression rompt une tendance qui avait vu l'implantation à l'étranger prendre de plus en plus de poids d'année en année depuis la crise de 2008.
- Un phénomène strictement français ? Non.

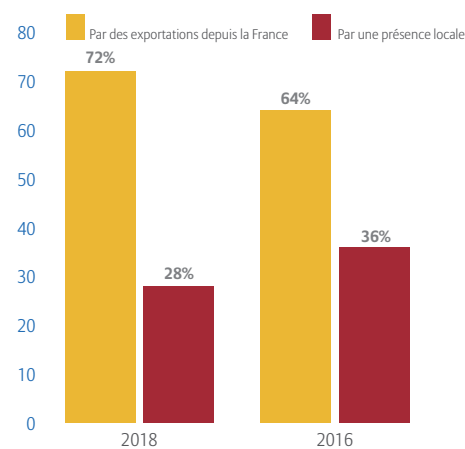
Une France plus attractive

72% des entreprises interrogées en 2018 ont indiqué privilégier une internationalisation depuis la France. On peut s'en réjouir, puisque cela dit quelque chose sur l'attractivité retrouvée de l'investissement en France. Avec une croissance économique qui a doublé entre 2016 (1,2%) et 2017 (2,3%), le débouché à la croissance la plus forte se situe sur le marché domestique et il est dès lors rationnel de servir des marchés à l'export au travers d'un site de production en France. Ce retour sur le site France a des conséquences favorables, comme en témoigne la forte hausse des créations d'entreprises dans les transports en 2017. Cet argument gravitationnel (on produit là où l'attraction exercée par la demande est la plus forte) n'est heureusement pas le seul : la France a comblé une partie de son retard en matière de coût du travail. Il n'a progressé que de +3,4% entre 2012 et 2017, contre +9% en Allemagne. La dynamique est bonne, mais le retard accumulé entre 2002 et 2012 n'est qu'à moitié comblé.

On le comprend, l'attractivité du site France n'est pas la seule explication au retour en grâce du site France. Il semble également que la marche vers la digitalisation entamée par les entreprises françaises (voir le bulletin économique N° 1245-1246) joue sur les choix de localisation. La première force d'une solution digitale est de raccourcir les temps, les distances et donc de rapprocher un producteur français de son marché. En d'autres termes, la digitalisation est une force centripète qui a tendance à favoriser l'agglomération des ressources en un point, car elle réduit la distance entre offre et demande et rend moins nécessaire une implantation locale. Autres forces centripètes, le raccourcissement des routes commerciales vers l'Asie et l'accroissement progressif des coûts de production notamment en Chine sont également de nature à favoriser une relocalisation. Servir la demande asiatique depuis la France va devenir davantage réalisable.

Graphique 3 Comment s'est construit votre développement à l'international ?

Réponses données par un panel de 800 entreprises



Source : Euler Hermes

Un monde moins attractif

Il y a toutefois des raisons plus négatives pour expliquer cette relocalisation de la production française. Car l'implantation locale n'a pas pris du plomb dans l'aile qu'aux yeux des exportateurs français. Les échanges de recherche et développement et les revenus de propriété intellectuelle qui les accompagnent ont commencé à se replier à partir du printemps 2016 (voir le bulletin économique N° 1245-1246), indiquant un repli de l'investissement transfrontalier.

La Cnuced* vient de confirmer ce repli au niveau mondial, en indiquant une baisse de -23% des flux d'investissement direct étranger dans le monde en 2017 (1 430 Mds USD, contre 1 870

* Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

Mds USD en 2016). Moins d'investissement à l'étranger et davantage en France, c'est également la tendance soulignée par les entreprises françaises dans le baromètre export : 69% des entreprises ont déclaré vouloir engager des investissements en France (en hausse de +2pp par rapport à 2016), alors que 54% le feraient à l'export (-4pp par rapport à 2016).

Au rayon des motivations, on ne peut que mentionner l'incertitude politique. Le processus du Brexit a largement refroidi les relations commerciales avec le Royaume-Uni. Ce sont déjà 4 Mds EUR d'exportations vers le Royaume-Uni qui manquent à l'appel en raison d'opportunités

perdus. Surtout, les négociations en cours font porter une incertitude majeure sur les futurs niveaux de tarifs douaniers, ainsi que sur le traitement réservé à l'investissement.

On peut également ranger au rayon de l'incertitude politique les mesures protectionnistes mises en œuvre par les États-Unis depuis le début de l'année 2018. Cet activisme, ainsi que les représailles potentielles d'autres pays font porter un risque sur les échanges de propriété intellectuelle qui conduit les entreprises à réfléchir davantage avant d'exporter leur R&D, ce que nécessite une implantation à l'étranger. ■

Un trésor dans votre maison

- 48% des entreprises choisissent de financer leur développement à l'export par l'intermédiaire de leur trésorerie, soit +10pp par rapport à 2016.
- Les entreprises françaises commencent à dépenser leur trésorerie, accumulée au fil des années de basse croissance et qui fait d'elles les championnes d'Europe en la matière.

Une expansion à l'export financée par la trésorerie

Non contentes de renforcer les fondations sur lesquelles elles sont assises, en investissant davantage en France, les entreprises françaises ont aussi l'intention de faire croître leur position à l'international et ont décidé pour ce faire d'utiliser davantage leur trésorerie. En 2016, c'est la France qui détenait le premier rang européen en matière de trésorerie. Si l'on en juge au travers des statistiques disponibles pour les grandes et moyennes entreprises, cette trésorerie atteignait 332 Mds EUR, loin devant l'Allemagne (267 Mds EUR). Surtout, entre 2013 et 2016, cette trésorerie s'est accrue de +18%. Dès lors que la croissance de l'économie s'est accélérée, les entreprises ont décidé de dépenser cette trésorerie et de capter par cette entre-

prise les nouvelles opportunités qui se présentaient à elles. Car 2017 marque une première année de baisse de leur trésorerie, de -5% pour atteindre 316 Mds EUR. Et le baromètre export montre qu'elles ont décidé de poursuivre le mouvement : 48% des entreprises financent aujourd'hui leur développement à l'export par l'intermédiaire de leur trésorerie, contre 38% en 2016.

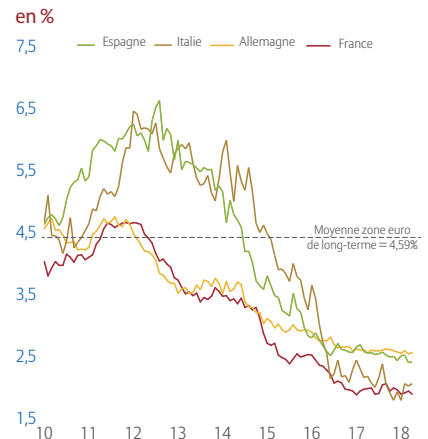
Le manque de financement ? Moins un problème

Si les entreprises françaises sont si enclines à prendre davantage de risques en termes de financement, c'est qu'elles ont moins de craintes en la matière. 24% des entreprises considèrent que leur développement à l'export est freiné par un manque de financement. C'est la proportion la plus faible depuis qu'Euler Hermes a

-23%

Les flux d'investissement direct étranger ont baissé de -23% en 2017 par rapport à 2016

Graphique 4 Taux des prêts aux PME sur les maturités de 1 à 5 ans en %



Sources : Eurostat, Euler Hermes

lancé le baromètre export (en 2008). On peut en conclure que les progrès faits en matière d'offre de financements, tant bancaires que par l'intermédiaire des assureurs-crédit, ont permis d'atteindre ce but. Ils y ont certainement contribué. Mais l'argument massue tient dans le coût des financements. Le taux d'intérêt applicable aux prêts aux PME a ainsi atteint son plus bas niveau historique cette année (1,87% en moyenne pour les prêts de 1 à 5 ans en avril 2018). ■

ZOOM

L'agroalimentaire toutes voiles dehors

48%

des entreprises françaises financent leur internationalisation avec leur trésorerie

S'il est un secteur qui a la volonté d'étendre ses parts de marchés à l'export c'est bien l'agroalimentaire. On dénombre pas moins de 88% des entreprises qui ont cette intention, dont 62pp avec certitude. Et pour ce faire, les entreprises du secteur peuvent s'appuyer sur un investissement passé qui porte ses fruits : 77% des entreprises du

secteur déclaraient investir en France en 2016. S'endormir sur ses lauriers, certainement pas, puisque 71% des entreprises comptent poursuivre cet effort en 2018.

Mais avoir envie d'ailleurs ne signifie pas se bercer d'illusions. Pas d'exotisme pour le secteur agroalimentaire, qui a conscience plus

que tout autre des obstacles qui peuvent perturber son internationalisation. 61% des entreprises craignent le risque d'impayé et 54% d'entre elles manquent d'informations sur leurs clients à l'étranger : des proportions nettement supérieures aux niveaux moyens observés dans les entreprises françaises. ■

Retrouvez-nous sur le web

SITE INTERNET

⇒ www.eulerhermes.fr/etude-economique



APPLICATION MOBILE

⇒ www.eulerhermes.fr/appli-eco



BLOG

⇒ blog.eulerhermes.fr



LES MINUTES DE L'ÉCONOMIE

⇒ www.eulerhermes.fr/minute-eco



SUIVEZ - NOUS

⇒ www.linkedin.com/company/euler-hermes-france

⇒ www.twitter.com/eulerhermesFR



Euler Hermes France

Mon espace EH

Votre site d'informations
pour une gestion efficace
de votre contrat



Gestion pratique
du contrat



Nous rencontrer



Actualité
économique



Vous développer
à l'export



Et + encore

Pour tout savoir de l'actualité Euler Hermes et gérer de manière proactive votre contrat, rendez-vous sur votre site dédié Mon espace EH www.monespaceEH.fr

GAGNEZ EN AUTONOMIE

Nos fiches pratiques et vidéos tutorielles vous expliquent le fonctionnement concret d'un aspect de votre contrat en matière de prévention, recouvrement et gestion, ainsi que les démarches à entreprendre.

GAGNEZ EN EXPERTISE

Nourrissez-vous de l'**actualité métier, produit et économique** d'Euler Hermes. Nouveaux services, nouveaux décryptages économiques et interventions métier pour soutenir le développement de votre activité en France et à l'international.



6 rubriques clé

- 1 Gérez votre contrat
- 2 Conjoncture
- 3 Événements
- 4 Publications
- 5 Solutions EH
- 6 Nouveau client chez EH ?

Recevez chaque mois la **web newsletter « Mon espace EH »** vous informant des dernières actualités de votre assureur-crédit.

Pour vous abonner, envoyez-nous un mail à communicationfrance@eulerhermes.com

www.monespaceEH.fr

Le Bulletin Économique

est publié mensuellement par la Direction des Études Économiques
d'Euler Hermes Group

1, place des Saisons 92048 Paris La Défense Cedex

e-mail : research@eulerhermes.com - Tél. : +33 (0) 1 84 11 50 50

Le présent document reflète l'opinion de la Direction des Études Économiques d'Euler Hermes Group. Les informations, analyses, prévisions, contenues dans ce document sont fondées sur les hypothèses et les points de vues actuels de cette Direction et sont de nature prospective. Dans ce contexte, la Direction des Études Économiques d'Euler Hermes Group n'a aucune obligation de résultat et sa responsabilité ne peut être engagée à ce titre. Ces analyses sont d'ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment.

www.eulerhermes.com

Le Bulletin
économique



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.